

Commission consultative de révision des nominations et de l'avancement du personnel administratif et enseignant relevant de l'ex-commissariat général à l'éducation générale et aux sports.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'ordonnance du 4 septembre 1943 relative aux fonctionnaires et agents civils des cadres métropolitains;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 additionnelle à l'ordonnance du 9 août 1943 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est institué une commission consultative de révision des nominations et de l'avancement du personnel administratif et enseignant relevant de l'ex-commissariat général à l'éducation générale et aux sports.

Art. 2. — Cette commission, nommée par le ministre, comprend :

- Un représentant du ministre, président
- Un représentant de l'administration de l'ex-commissariat à l'éducation générale et aux sports.
- Un représentant de l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale.
- Un représentant du syndicat des professeurs d'éducation physique.
- Un représentant des organisations de résistance de l'ex-commissariat général à l'éducation générale et aux sports.

Art. 3. — Si la commission estime que la catégorie du fonctionnaire dont la situation lui est déléguée est insuffisamment représentée, elle s'adjoint un membre spécial à la désignation du ministre.

Fait à Paris, le 31 octobre 1944.

RENÉ CAPITANT.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'ordonnance du 4 septembre 1943 relative aux fonctionnaires et agents civils des cadres métropolitains;

Vu l'arrêté du 31 octobre 1944 instituant une commission consultative de révision des nominations et de l'avancement du personnel administratif et enseignant relevant de l'ex-commissariat général à l'éducation générale et aux sports,

Arrête :

Article unique. — Sont nommés membres de la commission consultative de révision des nominations et de l'avancement du personnel administratif et enseignant relevant de l'ex-commissariat général à l'éducation générale et aux sports :

- MM. Cornu, chef adjoint du cabinet, président.
- Coulon, inspecteur général de l'éducation physique.
- Loirelle, chef de bureau au ministère de l'éducation nationale.
- Orjollet, secrétaire du syndicat des professeurs d'éducation physique.
- Fournout, représentant les organisations de résistance de l'ex-commissariat à l'éducation générale et aux sports.

Fait à Paris, le 2 novembre 1944.

RENÉ CAPITANT.

Concours masculins de l'enseignement du second degré.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'article 7, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Vu l'acte dit arrêté du 17 décembre 1943;

Vu l'arrêté du 31 octobre 1944 fixant les dates des concours de la session de 1944,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Est ajournée la session de 1944 des concours de recrutement du personnel masculin ci-après désignés : agrégations de

l'enseignement secondaire, certificats d'aptitude à l'enseignement dans les collèges, certificats d'aptitude à l'enseignement des langues vivantes dans les lycées et collèges, certificat d'aptitude au professorat des classes élémentaires de lycées et certificats d'aptitude au professorat dans les écoles normales et les collèges modernes (2^e partie).

Art. 2. — Les concours de recrutement ouverts au personnel féminin sont maintenus aux dates précédemment indiquées.

Art. 3. — Le directeur de l'enseignement du second degré est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 15 novembre 1944.

RENÉ CAPITANT.

Concours d'admission aux grandes écoles.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine;

Vu le décret du 26 juin 1944 relatif aux dispositions en faveur de certaines catégories d'étudiants,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Aux concours d'admission aux grandes écoles qui n'ont pu avoir lieu, en 1944, aux dates habituelles, et qui seront ouverts soit à la fin de l'année 1944, soit au début de l'année 1945, les candidats et les candidates appartenant à l'une des catégories énumérées à l'article 2 ci-dessous seront l'objet d'une délibération spéciale de la part du jury compétent et pourront être inscrits sur les listes de sous-admissibilité, d'admissibilité ou d'admission en plus des candidats normalement classés.

Art. 2. — Les catégories de candidats et de candidates susceptibles de bénéficier de la susdite mesure sont les suivantes :

- a) Engagés dans les forces françaises d'outre-mer ou dans les forces françaises de l'intérieur;
- b) Membres d'un groupement de résistance ayant, par leur action, participé à la libération du territoire;
- c) Prisonniers de guerre rapatriés;
- d) Déportés et internés libérés;
- e) Requis au titre du service du travail obligatoire;
- f) Réfractaires au service du travail obligatoire;
- g) Victimes des mesures et des lois d'exception;
- h) Sinistrés, évacués, retenus dans la zone de combat, dans les possessions d'outre-mer ou à l'étranger,

dont les études ont été interrompues pendant l'année scolaire 1943-1944, du fait de la guerre.

Art. 3. — Tout candidat ou candidate devra joindre à son dossier d'inscription un certificat délivré par les autorités compétentes attestant qu'il appartient à l'une des catégories susvisées et un certificat délivré par le chef d'établissement indiquant la nature et la durée de l'interruption de ses études. Les certificats délivrés aux candidats de la catégorie b) devront être homologués par le comité départemental de la résistance.

Art. 4. — Les directeurs généraux sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 21 novembre 1944.

RENÉ CAPITANT.

Sessions spéciales d'examens universitaires.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 26 juin 1944,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Trois sessions spéciales d'examens universitaires, les soutenances de thèses de doctorat exceptées, seront organisées, pendant l'année scolaire 1944-1945, en faveur des

élèves et des étudiants qui, du fait de la guerre, des mesures et des lois d'exception, ont été empêchés de poursuivre leurs études ou de se présenter aux sessions d'examens qui ont eu lieu en 1944.

Art. 2. — Ces trois sessions auront lieu, la première en janvier-février 1945 et les deux autres en même temps que les sessions normales.

Art. 3. — Le bénéfice de ces sessions est réservé aux élèves et aux étudiants appartenant à l'une des catégories suivantes :

- a) Engagés dans les forces françaises libres ou dans les forces françaises de l'intérieur;
- b) Membres d'un groupement de résistance ayant, par leur action, participé à la libération du territoire;
- c) Prisonniers de guerre rapatriés;
- d) Déportés et internés libérés;
- e) Requis au titre du service du travail obligatoire;
- f) Réfractaires au service du travail obligatoire;
- g) Victimes des mesures et des lois d'exception;
- h) Sinistrés, évacués, retenus dans la zone de combat, dans les possessions d'outre-mer ou à l'étranger.

Art. 4. — Tout candidat devra joindre à sa demande d'inscription un certificat délivré par les autorités compétentes, attestant qu'il rentre dans l'une des catégories énumérées à l'article 3. Le registre d'inscription sera ouvert du 3 novembre au 31 décembre 1944 pour la première session.

Art. 5. — Les élèves et les étudiants admis à se présenter à la session de janvier-février 1945 pourront être provisoirement autorisés à suivre, dès le mois de novembre 1944, l'enseignement afférent à l'année suivante de scolarité à la condition qu'ils aient déjà suivi l'enseignement de l'année précédente et qu'ils se soient présentés sans succès ou qu'ils aient été empêchés de se présenter à l'examen qui le sanctionne.

Art. 6. — Les épreuves seront conçues et organisées de telle sorte qu'elles permettent aux examinateurs de juger les candidats moins sur leurs connaissances que sur leur intelligence et sur leurs aptitudes.

Art. 7. — Pour être déclaré admissible ou admis, tout candidat doit avoir obtenu la moitié du maximum des points. Toutefois, un candidat n'ayant pas obtenu cette moyenne peut être déclaré admissible ou admis après examen de son livret scolaire, de son dossier et de tout document susceptible de renseigner le jury sur les mérites du candidat. L'admissibilité ou l'admission est alors prononcée par décision spéciale du jury. Mention en sera faite au procès-verbal.

Aucun candidat ne peut être ajourné, soit après les épreuves écrites, soit après les épreuves orales, sans que le jury ait examiné son livret scolaire, son dossier et tous les documents y contenus. Mention en sera portée sous la signature du président du jury.

Art. 8. — Le bénéfice de l'admissibilité aux épreuves orales, après échec à ces épreuves, est acquis aux candidats pour les deux sessions suivantes.

Art. 9. — Des rapports sur les sessions auxquelles seront joints, en double exemplaire, les textes et sujets des épreuves écrites seront adressés au ministre (direction générale de l'enseignement).

Art. 10. — Des cours spéciaux seront organisés en faveur des candidats reçus à la session de janvier-février 1945 afin de leur permettre de poursuivre leurs études et de se présenter aux examens de la session normale de juin-juillet.

Art. 11. — Les dispositions contraires au présent arrêté sont et demeurent abrogées.

Art. 12. — Les recteurs d'académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 21 novembre 1944.

RENÉ CAPITANT.